

ÉCOLOGIE

Bi-mensuel / 8 F / du 16 avril au 7 mai 1980 / n° 327

Ce journal est imprimé sur papier recyclé



PLOGOFF LA DICTATURE EDF

« Il y a de la part de l'Etat et d'EDF, face à cette montée (anti-nucléaire) comme une volonté d'amener les populations et les écologistes à sortir de leurs gonds pour mieux les neutraliser ».

Brice Lalonde

PLOGOFF, SES BRETONS SON NUCLEAIRE

Plogoff... boff...

Il y a eu aussi Bugey, Flamanville, Erdeven, Fessenheim, Le Pellerin, Braud-et-Saint-Louis... Certains lieux prévus pour l'implantation d'une centrale électro-nucléaire ont été abandonnés, d'autres ont vu s'élever des tours et sont en activité.

Au juste, qu'à bien pu arrêter la lutte antinucléaire française ? Et puis, comme se plaisaient à le proclamer il n'y a pas si longtemps les médias français bien intentionnés, la lutte antinucléaire est moribonde en France ! Malville a marqué un coup d'arrêt dans l'énergie des militants, et le programme nucléaire français va bon train, au pays du « bon sens » qui est « près de chez nous » !...

Tout était en France dans le meilleur des mondes nucléaires possibles. Puis, fin 79, le sud-ouest se réveilla, autour de Golfech (Tarn-et-Garonne) : on se déplaçait, du voisinage et de plus loin, pour « fissurer » les registres d'enquête.

Mais c'était sans compter, comme le diraient les présentateurs de notre BD nationale, Astérix sans l'énergie d'« un petit village peuplé d'irréductibles bretons » : Plogoff. « Ils sont fous, ces Bretons ! ». Pas si fous puisqu'ils s'opposent avec une énergie toujours renouvelable à la folie nucléaire qui vient les solliciter. Plogoff ne deviendrait pas Pleutonium !*

A la pointe-du-raz-le-bol nucléaire, voici donc, numéro spécial du bi-mensuel Ecologie, un aperçu de Plogoff 1980, par un hiver doux, un peu trop chaud aux yeux de certains tièdes.

« Plogoff, ses Bretons, son nucléaire » : projet de dépliant touristique pour les années 1985. Les Bretons en question, marins pour la plupart, femmes de marins en première ligne, s'opposent à ce projet, avec une véhémence qui engendre la violence des forces de l'ordre. De quel ordre ? L'ordre des avocats qui voit suspendre l'un des siens parce que les propos

de ce dernier n'étaient pas convenables ? L'ordre qui impose aux populations finisté-riennes les désordres biologiques, écologiques, sociaux, économiques, génétiques que peuvent engendrer, à court terme, les « nuisances » liées au nucléaire ? L'ordre d'un président de la République qui avait, lors de sa campagne présidentielle, assuré que le nucléaire ne serait pas imposé aux populations ?

Plogoff ? Il nous a semblé nécessaire de faire un tour d'horizon -- si incomplet soit-il -- sur la question. Roger Masson, collaborateur d'Ecologie, est allé sur place pour rencontrer les militants bretons, s'entretenir avec eux, prendre des photographies. Nous avons également observé ce qui s'est dit ici et là à propos des « événements » de Plogoff, parmi les responsables municipaux ou politiques et surtout à travers la presse quotidienne.

Voici donc, avec le n° 327 d'Ecologie, un « spécial Plogoff ». Ceux qui, par éloignement géographique ou par manque de temps, n'ont pu suivre cette lutte antinucléaire, populaire et passionnée, trouveront ici quelques repères pour mieux suivre le déroulement d'une guérilla pour la vie qui s'est déroulée à l'extrême-ouest de notre péninsule bretonne, contre vents et marées, en une clémence fin d'hiver 1980.

A l'heure où les Américains ne savent pas encore quelles sont ou seront les conséquences de l'accident survenu au printemps 1979 à l'usine nucléaire de Three Mile Island (Harrisburg), les Bretonnes et les Bretons luttent corps et âme pour que Plogoff ne risque pas de devenir l'un des noyaux privilégiés du risque nucléaire.

Ecologie

() Pleu. mot breton -- avec ses variantes Plou, Ploë, Plo -- signifiant village et rentrant dans la composition de nombreux noms typographiques bretons (Pleumeur, Pleumartin, etc.).*



R. Masson

ENTRETIEN AVEC JEAN-MARIE KERLOC'H MAIRE DE PLOGOFF

J.-M. Kerloc'h – Il n'y a pas eu de prises de position d'élus locaux contre l'implantation d'une centrale à Plogoff, au plan départemental. Sur le plan régional, il y avait des élus de l'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, et c'était un peu moins intéressé parce que, plus on s'éloigne, plus les gens pensent que tant que ce n'est pas chez eux, ça va : et ils ont tort de le penser.

Nous, sur le plan local, depuis le début, nous sommes farouchement contre. Toute la population, le Conseil municipal en entier, et même tout le Cap (Sizun), sans aller chercher plus loin, car nous avons eu des délibérations des grandes villes telles que Brest, Rennes... Toutes les communes du Cap et du canton, et c'est très important, ont pris des délibérations contre. Il faut que les gens le sachent.

Ecologie – *Mais parmi les élus aux assemblées nationales ou les « personnalités politiques », quelles ont été les réactions ?*

J.-M. Kerloc'h – Il y a eu un ministre qui est venu quand on a lancé cette affaire du nucléaire – si on peut appeler ça une affaire – en 74. C'était M. Jarrot, ministre de la Qualité de la Vie. Nous avons eu une entrevue avec lui à la Baie des Trépassés et il nous a dit : « Vous avez un beau site ici et je vous aiderai à le défendre ». Ceci dit, M. Jarrot est parti et a été remplacé par beaucoup d'autres, entre autres par M. d'Ornano. D'ailleurs – j'ai déjà eu l'occasion de le dire, je propose à M. d'Ornano de prendre la centrale que nous refusons ici à Deauville, dont il est aussi maire. Quant à notre député, il a toujours été pour. Je pense qu'il a été envoyé ici, dans le Finistère – parce

que c'est un parachuté – pour vendre la commune de Plogoff aux pouvoirs publics. Quand je dis « vendre », le mot n'est pas trop gros : il a trahi ses électeurs un point c'est tout – puisqu'il ne défend pas leur position de refus de la centrale.

Ecologie – *Que pensez-vous après l'enquête ?*

J.-M. Kerloc'h – D'abord, je dis que c'est une « enquête-bidon » : cette enquête est un scandale. Il y a un commissaire-enquêteur qui doit donner un avis... J'ai eu l'occasion de le dire : si ces trois enquêteurs venaient me voir, je pourrais leur communiquer tout ce que j'ai reçu concernant cette enquête comme témoignages de soutien, non seulement de Bretagne, mais de toute la France, et même de l'étranger – des dossiers, des centaines de lettre. Avant qu'il donne son avis... Ça lui posera un cas de conscience, car il verra que non seulement les gens du Cap sont opposés à la centrale du Cap, mais beaucoup d'autres aussi !

Ecologie – *Croyez-vous que ça aura une influence sur son avis officiel de conclusion ?*

J.-M. Kerloc'h – Non ! Certains me demandent pourquoi je n'ai pas ouvert la mairie pour que les dossiers d'enquête y soient déposés. J'ai répondu que si, lorsque l'avis de la population est négatif, le projet était abandonné (ce qui paraît logique dans une démocratie), j'aurais accepté. Mais dans le cas d'implantation d'une centrale nucléaire, jamais il n'a été tenu compte des avis émis par la population. Qu'on me cite un cas... il n'y en a pas ! A quoi sert donc cette enquête puisque l'avis est toujours dans le sens que veulent lui donner les pouvoirs publics, quel que soit le nombre des signatures et d'avis émis contre le projet ? C'est ça la démocratie ?

Cette enquête-bidon est une provocation que les gens de Plogoff n'acceptent pas : Depuis le début, ils ont pensé nous avoir à l'usure, mais ils ne connaissaient pas les gens de Plogoff. Ici, il y a des marins, des femmes de marins, qui ont la vie dure. Quand les hommes sont en mer, ce sont les femmes qui prennent la responsabilité de la famille : et elles continuent à le faire dans cette affaire.

Pour que ce soit calme à Plogoff, il faudrait déporter 2 359 personnes, c'est-à-dire toute la population de la commune !

Dès le début, nous nous sommes opposés à ce projet. Ils ont dû se dire : « Ça va passer, c'est des rigolos, c'est des farfelus... ». Mercredi prochain, on ira devant le tribunal à Quimper pour le procès de celui qui a été arrêté, tous. **Il faut que toute la France sache, et comprenne, ce qui se passe ici !**

On nous a dit : « contents ou pas contents, enquête ou pas enquête, la centrale se fera ! ». Alors, pourquoi ils nous imposent cette enquête avec un tel déploiement de force, puisqu'ils savent déjà les conclusions ? Nous sommes déterminés. C'est pourquoi je dis aux journalistes de faire un tour de la commune et d'interroger les gens plutôt que le maire : c'est ça la démocratie !

Ecologie – *Après la fin de l'enquête, pensez-vous continuer la lutte et comment ?*



J.-M. Kerloc'h – Nous avons constitué un Comité de défense, depuis le début, tout au moins pour prendre conscience, depuis fin 74 début 75. Mais ce n'est qu'en 76 que ça a commencé à prendre une tournure sérieuse, quand EDF a commencé à faire les yeux doux, qu'ils sont venus à la mairie demander à faire des études, des sondages, sur le site de Feunten Aod. Le Comité de défense s'est créé et le Conseil municipal a pris un arrêté interdisant aux poids lourds de circuler sur le territoire de la commune.

Depuis cette époque, le Comité de défense se réunit le premier mardi de chaque mois. Nous y avons reçu des représentants du Larzac, de Flamanville, Creys-Malville, de Gravelines, etc. Chaque fois, ils étaient étonnés de trouver 400 ou 500 personnes, même en hiver, eux qui sont bien souvent, hélas, à trouver 30 ou 40 personnes... Parfois nous n'avions pas grand-chose de nouveau à dire, n'ayant pas eu de nouvelles informations qui aient filtré d'EDF ou d'ailleurs. Mais nous restions vigilants !

Après l'enquête on continuera. C'est au Comité de définir cela, selon la situation : on ne peut pas prévoir à l'avance. **Nous n'avons pas maintenu notre pression depuis plus de cinq ans pour mollir maintenant.** Evidemment, devant 5 000 CRS, on ne pourra pas empêcher grand-chose... Mais toute la France verra ce qu'est la démocratie de la société nucléaire... Dès maintenant, les gens, dans le monde entier commencent à se rendre compte qu'il y a des problèmes de sécurité avec le nucléaire, comme à Harrisburg, ou plus récemment en Belgique (Chooz). Même si ça n'est pas grave, on nous le dit pas, on le cache.

Par exemple, ici, pour le poisson, on nous a dit qu'il n'y aura pas de conséquence. C'est faux ! Ça s'est passé en Espagne – une centrale au bord de la Méditerranée : il n'y a plus de poisson à 10 km à la ronde. Cousteau, dans son émission sur la pollution de la Méditerranée, a parlé longuement de cette centrale. Pourquoi les pouvoirs publics le cachent ? Pourquoi n'en parlent-ils pas ?

Des gens des environs sont allés visiter Chinon et Saint-Laurent-des-Eaux, qui sont des centrales d'un type différent (UNGG) et beaucoup plus petites que celles qu'ils

veulent installer ici (4 PWR de 1 300 MWe). Mais le procédé de « surveillance » serait à peu près le même qu'ici. Ils font donc tous les mois des prélèvements sur à peu près tout – parce que s'ils n'en faisaient pas les gens se méfieraient encore plus – sur le lait, sur la viande, sur l'herbe, etc.

Ceux qui sont allés là-bas sont des paysans, qui ne savaient pas quoi penser : **et ils ont voulu discuter avec les paysans des environs de ces centrales : ils sont tous revenus antinucléaires...**

Si tout va « bien », on leur dit qu'ils peuvent vendre leur lait. S'il y a quelque chose on vient en voleur, on leur ramasse leur lait, en le payant quand même, sans explications. C'est très grave : on devrait informer les gens en bien ou en mal... Pourquoi fait-on comme ça ? Pourquoi leur prend-on leur lait sans explication ? On sait qu'il y a des accidents, des fuites à l'étranger. On nous dit : « ça n'arrive pas chez nous ! ». Mais on n'est pas plus malins que les autres, et ce qui est sûr, c'est qu'on n'a pas plus d'argent que les Américains pour faire des recherches. Et eux, ils ont des ennuis ! Alors ?...

On a lu ici tous les rapports parus sur Harrisburg. Il est évident qu'ils ont frôlé la catastrophe ; et la commission d'enquête, composée de 212 scientifiques, reconnaît malgré tout des malformations thyroïdiennes (dues aux rejets d'iode 131).

Grâce aux écologistes, on a pu avoir des extraits du plan ORSEC-RAD, qui dit qu'en cas d'accident il faut rester dans les maisons, portes et fenêtres bouclées, ne pas manger ni boire ce qui risque d'être contaminée, et qu'en cas d'évacuation on viendra nous chercher et, qu'on aura le droit d'emporter quelques affaires dans un sac en plastique... On peut pas dire que ça soit encourageant ! Et ils refusent toujours de publier ce plan officiellement ! Pourtant, c'est bien la population qui est concernée ! Elle a le droit de savoir ! Evidemment, si elle savait ce qui l'attend, peut-être ne voudrait-elle pas de centrale ni d'industrie nucléaires...

Propos recueillis par Roger MASSON

